



BIRMANIE

Les nonnes bouddhistes rejoignent la contestation Page B 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCVIII N° 216

LE LUNDI 24 SEPTEMBRE 2007

88c + TAXES = 1\$

Élections: Dion maintient le suspense

Le chef du PLC dit souhaiter que le gouvernement fonctionne, mais...

LISA-MARIE GERVAIS

Alors que la perspective de la tenue d'élections fédérales cet automne semble de plus en plus réelle, le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, maintient le suspense sur sa position. En point de presse hier à l'Université Bishop de Sherbrooke où il donnait un

discours, le chef du parti libéral du Canada n'a pas fermé, lui non plus, la porte à un éventuel vote contre le discours du trône qui aura lieu le 16 octobre prochain.

Alors que le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD) penchent plutôt en faveur d'un rejet du discours, tous les regards sont maintenant posés sur le parti libéral qui, de son seul appui, pourrait per-

mettre au gouvernement de rester au pouvoir puisqu'il suffirait aux conservateurs d'être appuyés par l'un ou l'autre des trois principaux partis d'opposition pour continuer de gouverner. Mais Stéphane Dion est malgré tout demeuré très évasif quant à ses intentions.

«On va voir ce qu'il y a dans le discours du trône. Pas question pour moi de rejeter un discours avant de l'avoir

vu. S'il n'y a rien sur l'économie, rien pour lutter contre la pauvreté, s'il n'y a rien pour corriger les faiblesses du plan Baird et aucune prévision sur ce que le Canada va

VOIR PAGE A 8: ÉLECTIONS

■ La chronique de Chantal Hébert, page A 3

SANTÉ

Béland porte un regard critique sur le groupe de travail Castonguay

FRANÇOIS DESJARDINS

Le groupe de travail que le gouvernement Chartrand a demandé à Claude Castonguay de diriger pour réfléchir au financement du système de santé comporte des lacunes préoccupantes, estime Claude Béland, qui porte un regard critique sur son fonctionnement.



Claude Béland

M. Béland déplore notamment que le groupe de travail, qui réunira autour de M. Castonguay deux personnes représentant le Parti québécois et l'ADQ, se déroulera sans la tenue d'audiences qui permettraient à la population de s'exprimer sur l'avenir du système de santé.

«Les coûts de santé augmentent sans cesse et ça amène l'obligation de certains changements», a dit

M. Béland lors d'un entretien hier. «Il est important que la population se prononce à un moment donné, et que ça ne se discute pas seulement dans les officines gouvernementales.» Le groupe ne semble pas se diriger vers la sollicitation ouverte de mémoires et la tenue d'audiences publiques, a-t-il signalé. «Et je pense qu'il n'y en aura pas non plus [d'audiences]. C'est dommage, surtout qu'on connaît les idées de M. Castonguay.»

L'ancien président du Mouvement Desjardins a dirigé ce week-end l'assemblée générale du Mouvement démocratique et citoyen du Québec (MDCQ), dont il est président. Le MDCQ, que l'on connaît pour ses réflexions sur le mode de scrutin proportionnel, a notamment discuté de décentralisation des pouvoirs vers les régions et d'une constitution québécoise.

VOIR PAGE A 8: BÉLAND



ISSEI KATO REUTERS

JAPON

Yasuo Fukuda deviendra officiellement premier ministre demain

■ À lire en page B 1

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 6	Météo.....	B 5
Convergence..	B 7	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 4	Religions.....	B 6
Économie.....	B 3	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



ELISEO FERNANDEZ REUTERS

Marcel Marceau en spectacle au Chili il y a un peu plus de deux ans. Le mime le plus célèbre au monde est mort samedi à Paris, à l'âge de 84 ans.

Marcel Marceau, 1923-2007

Mort du grand poète du silence

Dans l'esprit de plusieurs générations, il restera comme Bip, un Pierrot bifarce à la bouche rouge sang et au geste aérien. Le mime Marcel Marceau, surnommé le «Charlie Chaplin du mime», art auquel il avait redonné ses lettres de noblesse, s'est éteint à 84 ans, après 60 ans d'une carrière exceptionnelle.

La cause de son décès, survenu samedi à Paris et annoncé hier par ses enfants, n'a pas été précisée. Ses obsèques, dont la date demeure inconnue pour l'instant, seront célébrées au cimetière du Père-Lachaise, a déclaré sa fille Camille Marceau.

Célébré comme l'égal de Chaplin et de Buster Keaton aux États-Unis, vénéré au Japon, pays du théâtre kabuki et nô, mais aussi en Amérique latine et en Russie, l'inventeur de la marche contre le vent avait inspiré la danse moonwalk de Michael Jackson et influencé le danseur Rudolf Nouriev.

Artiste complet au rayonnement international, mime, comédien, metteur en scène, mais également peintre et acteur, Marcel Marceau avait ce don unique, admiré à l'unisson, lui permettant de donner vie à toute une galerie de personnages, du garçon de café au dompteur de lion, en passant par un grand-mère au tricot dans un jardin public.

Né dans une famille juive de Strasbourg le 22 mars 1923, le petit Marcel Mangel découvre le

VOIR PAGE A 8: MARCEAU

L'ENTREVUE

Le « nous », c'est lui

Pauline Marois s'est largement inspirée du sociologue Jacques Beauchemin

Pour réactiver le « nous » francophone majoritaire, Pauline Marois s'est grandement appuyée sur le sociologue Jacques Beauchemin. Ce dernier semble du reste engagé dans tout ce qu'il y a de plus chaud au Québec ces temps-ci: non content de diriger son département, il siège au conseil d'administration de l'UQAM-la-tourmente et fait partie du comité-expert de la commission Bouchard-Taylor. Si ça continue, Jacques Beauchemin devra bientôt parler de lui au « nous »!

ANTOINE ROBITAILLE

Dans le retour au « nous » de la majorité francophone de Pauline Marois, début septembre, il y avait beaucoup de Jacques Beauchemin. En entrevue, le sociologue de

l'UQAM confirme sans trop s'étendre sur le sujet: la chef péquiste, qui connaîtra ce soir le dénouement de la bataille de Charlevoix — selon les sondages, elle devrait l'emporter facilement —, l'a consulté cet été et le consulte encore.

Le retour au « nous », Pauline Marois le voyait, raconte-t-on dans son



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Jacques Beauchemin

entourage, comme un véritable « désormais ». Après la mort de Duplessis, Paul Sauvé, lorsqu'il prend la place du « chef », prononce ce

mot célèbre, marquant le début de la Révolution tranquille. C'est aussi à une rupture que la nouvelle chef péquiste voulait convier les nationalistes, le 29 août, lors de son discours d'assemblée de nomination.

Un discours qu'elle considérait comme crucial et qu'elle a fièrement fait distribuer à tous les journalistes, le jour où elle l'a prononcé. En constatant que les Québécois ne se reconnaissaient plus dans son projet, elle s'y faisait très critique du PQ de l'après-1995. Dans les dernières années, les Québécois ont eu l'impression que le PQ, qui « a tant fait dans le passé pour affirmer et défendre l'identité

VOIR PAGE A 8: BEAUCHEMIN

■ La sort de la chef du PQ est entre les mains des électeurs de Charlevoix, page A 3

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM

www.radio-canada.ca/radio

CHANSON 9h

En semaine avec Sophie Durocher Réalisation: Catherine Dupuy

LES ACTUALITÉS

AFGHANISTAN

La livraison des hélicoptères Chinook retardée ?

Ottawa souhaite modifier le design des Chinook CH-47 qu'il entend commander

MURRAY BREWSTER

Ottawa — Les forces aériennes canadiennes souhaitent améliorer le design des hélicoptères de combat Chinook CH-47 qu'elles prévoient acheter et ont offert un contrat limité à Boeing pour la construction de quelques prototypes, ont révélé à La Presse canadienne des sources au sein de la Défense.

Le chef d'état-major de la Force aérienne, le lieutenant-général Angus Watt, a confirmé que les responsables du projet ont demandé des changements, mais n'a pas voulu discuter des détails des né-

gociations en cours. Il s'est toutefois dit confiant que ces demandes ne retarderont pas la livraison des 16 hélicoptères moyens-porteurs, que l'armée considère essentiels pour la mission en Afghanistan.

Des observateurs s'inquiètent toutefois que ces demandes repoussent la date de livraison au-delà de 2011.

M. Watt a déclaré en entrevue qu'étant donné le peu de ressources militaires canadiennes, il souhaitait faire l'acquisition d'hélicoptères très équipés qui pourraient effectuer différents types de mission.

La force aérienne souhaite no-

tamment que les hélicoptères soient dotés d'un meilleur blindage et d'un meilleur armement pour être en mesure d'évacuer les blessés en zone de combat.

En ce moment, les soldats canadiens blessés en Afghanistan sont transportés par des hélicoptères américains Blackhawk spécialement conçus. Les modifications proposées au Chinook n'en feraient pas des hélicoptères-ambulances parce qu'ils n'auraient pas tout l'équipement médical à bord, mais leur permettraient d'assurer l'évacuation de la plupart des soldats blessés dans des délais raisonnables.

Le lieutenant-général Watt a indiqué que d'autres changements de design devaient améliorer les capacités des Chinook à voler dans de mauvaises conditions météorologiques et sur de grandes distances — deux caractéristiques nécessaires pour que les hélicoptères puissent servir à l'armée dans l'Arctique pendant l'été.

La force aérienne souhaite également que les CH-47 puissent servir d'auxiliaires aux hélicoptères de recherche et sauvetage Cormorant parfois défectueux.

Quand le programme a été annoncé, le ministre de la Défense du moment, Gordon O'Connor,

avait dit vouloir que les premiers appareils soient livrés en 2010 ou 36 mois après la signature du contrat.

Aucun contrat n'est encore signé

Or, plus d'un an après que le gouvernement conservateur eut invoqué des raisons de sécurité pour négocier rapidement et sans appel d'offres avec Boeing, aucun contrat n'a été signé.

Ces délais et l'éventuelle fin de la mission de combat du Canada en Afghanistan en février 2009 suscitent l'inquiétude d'experts militaires qui se questionnent sur

l'avenir du programme. Alex Morrison, le président de l'Institut canadien des Études stratégiques, a rappelé qu'il était possible de tellement analyser un projet pour qu'il ne voit finalement jamais le jour.

Les planificateurs de la force aérienne soutiennent que ces 16 hélicoptères sont le minimum nécessaire pour faire le travail, mais des documents dévoilés par le bureau responsable du programme laissent croire que la flotte pourrait éventuellement accueillir jusqu'à 35 appareils.

La Presse canadienne

4,75%

C'est un gros taux pour un certificat de placement garanti.

- › Capital garanti sur 5 ans.
- › Taux d'intérêt fixe pour toute la durée du terme.

Hâtez-vous d'en profiter : 1 888 TELNAT-1 (1 888 835-6281)
bnc.ca/promocpg

 **BANQUE NATIONALE**

Offre d'une durée limitée valable uniquement pour les certificats de placement garanti (CPG) à taux fixes, non rachetables, en dollars canadiens. Placement minimal requis de 500 \$ pour un CPG enregistré; de 5 000 \$ pour un CPG non enregistré (termes de 30 à 364 jours); de 1 000 \$ pour un CPG non enregistré (termes de 1 à 5 ans). Le taux d'intérêt est déterminé en fonction de la durée du placement. Pour plus de détails, veuillez consulter le bnc.ca/promocpg. Intérêts simples ou intérêts composés, au choix du client, payés annuellement. Cette offre peut être retirée à tout moment et sans préavis au gré de la Banque Nationale. Elle ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion.

ACTUALITÉS



Chantal Hébert

Tombera, tombera pas

Zéro: tel est le pourcentage de chances que le premier ministre Stephen Harper se rende aux cinq conditions «non-négociables» énoncées ce week-end par le Bloc québécois pour appuyer le discours du Trône du mois prochain. Dans la mesure où, à leur face même, deux d'entre elles sont irrecevables, Gilles Duceppe aurait aussi bien pu se contenter d'annoncer qu'il retirait son appui au gouvernement minoritaire.

La dérogation du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence des provinces n'est ni dans les cartes du gouvernement actuel, ni dans celles d'un nombre suffisant de premiers ministres pour être activement considérée. D'ailleurs, les engagements passés du premier ministre, tout comme les revendications traditionnelles du Québec en la matière, s'inspirent plutôt d'une volonté de baliser un pouvoir que plusieurs provinces continuent de juger essentiel.

Quant à la réponse du gouvernement au sujet des objectifs du protocole de Kyoto, elle est déjà connue. La décision du gouvernement Harper d'aller à son rythme en matière de lutte contre les changements climatiques est d'autant plus irrévocable qu'avec le temps, les exigences de l'opposition sont devenues, par la force des choses, de moins en moins réalisables. À ce sujet, l'opposition fait dans l'acharnement thérapeutique.

Cela n'empêche pas la même condition de se retrouver parmi les exigences énoncées il y a une dizaine de jours par le chef libéral Stéphane Dion à l'antenne de la CBC. Dans la liste des façons de se «peinturer dans le coin opposé» du gouvernement Harper en vue du discours du Trône, la demande de revenir au cadre de Kyoto arrive juste après l'exigence néo-démocrate d'un retrait immédiat des troupes canadiennes déployées dans le sud de l'Afghanistan.

À moins qu'un des chefs de l'opposition ne soit disposé à perdre la face le mois prochain — en reculant sur le fond ou en s'assurant que la plupart de ses députés soient absents au moment des votes sur le discours du Trône — la vie du gouvernement actuel tire à sa fin. Mais les larmes que provoque cette hypothèse chez les témoins conservateurs sont des larmes de crocodile.

Toutes choses étant égales, la perspective de la chute du gouvernement n'a jamais été aussi bienvenue dans les rangs conservateurs. Dans la foulée des élections partielles de lundi dernier, la fièvre électorale a gagné les troupes du premier ministre. Le résultat du vote a transformé le cabinet fédéral en nid de faucons.

Cette fébrilité électorale va à contre-courant de sondages pancanadiens qui placent toujours les conservateurs à bonne distance d'une majorité gouvernementale. À cet égard, les élections partielles ont également mis en évidence une faiblesse du parti qui ne se dément pas dans les grandes villes.

Dans Outremont, le conservateur Gilles Duguay a fini la course en quatrième place, avec moins de 10 % des suffrages. Des élections générales d'ici la fin de l'année

pourraient voir une répétition du scénario de 2006, quand Toronto, Montréal et Vancouver avaient d'un commun accord tourné le dos à Stephen Harper.

Mais pour le premier ministre, ces deux bémols sont compensés par le désarroi de l'opposition, en particulier le Parti libéral. Au Québec, l'affaiblissement libéral combiné à l'érosion du vote bloquiste crée un contexte favorable aux conservateurs. À l'extérieur de Montréal, le vote fédéraliste a tendance à se reporter sur la formation de Stephen Harper. Les élections complémentaires lui ont donné des raisons d'espérer profiter de la démobilitisation souverainiste dont a tant bénéficié l'Action démocratique le printemps dernier.

Ailleurs au Canada, les sondages indiquent que l'appui aux libéraux est plus mou que celui des conservateurs. Contrairement à Jean Chrétien, qui était aussi populaire en Ontario qu'il était impopulaire au Québec, Stéphane Dion continue à ne pas inspirer d'enthousiasme. À l'extérieur des Maritimes, le PLC est davantage sur la défensive qu'à l'offensive.

Dans la foulée de la percée du NPD dans Outremont, tout est en place pour une guerre à finir entre cette formation et celle de M. Dion en Ontario et en Colombie-Britannique. À la faveur d'un naufrage libéral appréhendé, des élections d'ici la fin de l'année permettraient aux conservateurs de profiter d'un vote progressiste plus divisé que jamais. Le même phénomène, à sa droite, avait permis à Jean Chrétien d'enranger des récoltes inespérées en Ontario pendant les années 1990.

Au Québec comme en Ontario, tout indique enfin que Stephen Harper n'est plus l'épouvantail qu'il a déjà été. En 2006, les craintes qu'inspirait le personnage à bon nombre d'électeurs avaient sapé son élan. Signe des temps, jeudi soir dernier, les trois principaux chefs de parti ontariens ont croisé le fer en vue des élections provinciales du 10 octobre pendant 90 minutes, sans égratigner le gouvernement fédéral au passage. Comme Jean Charest le printemps dernier, le premier ministre sortant Dalton McGuinty s'est plutôt vanté d'avoir arraché une plus grosse part de transferts pour sa province au gouvernement d'Ottawa.

Les conservateurs ont passé l'été à chercher des thèmes rassembleurs en vue du discours du Trône du 16 octobre et ultimement de leur prochaine campagne électorale. En posant des conditions qu'ils savent d'avance que le gouvernement Harper ne remplira pas, les trois partis d'opposition lui rendent un service: celui d'avoir une chance inespérée d'aller aux urnes à un moment qu'il juge opportun sans avoir à jouer au casse-cou lors du discours du 16 octobre pour être défait. Jack Layton s'accommoderait tout à fait d'une campagne hâtive; Gilles Duceppe voit désormais les élections comme un moindre mal. La balle — ou plutôt la patate chaude — est dans le camp de Stéphane Dion. *Pauvre lui!*

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

En Cour fédérale aujourd'hui

Adil Charkaoui veut retrouver son entière liberté

Adil Charkaoui demandera aujourd'hui à la Cour fédérale d'abandonner les procédures de certificat de sécurité dont il a fait l'objet, et qui l'empêchent de jouir d'une liberté totale.

Le présumé terroriste d'origine marocaine, qui a été remis en liberté en 2005, doit depuis respecter différentes conditions, dont un couvre-feu et le port d'un bracelet de surveillance électronique.

Ses avocats invoqueront une lettre de son dénonciateur, Ahmed Ressay, qui indiquait au *Journal de Montréal*, qu'il ne disait pas la vérité lorsqu'il a déclaré à des agents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), il y a quatre ans, qu'il avait vu Charkaoui dans un camp d'entraînement d'al-Qaïda, en Afghanistan.

Le mois dernier, les avocats du

gouvernement fédéral ont affirmé que Ressay avait menti dans sa lettre de rétractation publiée par le quotidien montréalais en avril.

Ressay, qui vivait à Montréal, a été reconnu coupable, en 2001, d'avoir complété pour faire exploser l'aéroport international de Los Angeles.

Adil Charkaoui a pour sa part été arrêté en 2003 et a été détenu pendant 21 mois en vertu d'un certificat de sécurité.

Les avocats de Charkaoui soutiennent que les conditions de remise en liberté de leur client devraient être levées, aussi en raison de l'arrêt de la Cour suprême du Canada, en février dernier, qui déclarait le processus des certificats de sécurité inconstitutionnel.

La Presse canadienne

Élection partielle aujourd'hui

Le sort de la chef du PQ est entre les mains des électeurs de Charlevoix

Québec — La chef du Parti québécois, Pauline Marois, saura aujourd'hui si elle pourra entrer pour la troisième fois à l'Assemblée nationale du Québec.

Elle tentera de convaincre une majorité des 33 154 électeurs de Charlevoix de lui faire confiance pour les représenter à Québec, à l'occasion d'une élection complémentaire rendue nécessaire par la démission du député péquiste Rosaire Bertrand.

Mme Marois avait déjà été élue députée dans la circonscription de La Peltrie (banlieue de Québec) en 1981. Battue en 1985, elle se faisait réélire dans Taillon (rive sud de Montréal) en 1989 et conservait ce siège jusqu'à ce qu'elle démissionne en mars 2006.

Devenue chef du PQ à la suite du départ d'André Boisclair, Mme Marois se porte candidate dans une circonscription de la région de Québec, une région qui l'a vu naître et où elle a toujours gardé des assises.

Une défaite porterait un coup presque fatal à la carrière politique de la chef du Parti québécois, mais un récent sondage UniMarketing-Le Soleil donnait une bonne avance à Mme Marois dans les intentions de vote des Charlevoisiens. Elle devançait son plus proche adversaire, l'adéquate Conrad Harvey, par deux voix contre une, soit 63 % contre 31 %.

Quand les électeurs de Charlevoix élisent un député, ils l'adoptent pour longtemps et sont d'une fidélité remarquable. La circonscription n'a eu que quatre députés en 63 ans. Le docteur Arthur

Leclerc, de l'Union nationale, est resté en poste pendant 18 ans (1944-1962) et celui qui l'a battu en 1962, le libéral Raymond Mailloux, a conservé son siège pendant presque un quart de siècle, jusqu'en 1985.

Thèmes locaux

La présence comme candidate d'une chef de parti national n'a pas empêché les débats sur les thèmes locaux pendant la campagne électorale.

La circonscription compte deux papeteries majeures, à Beauport et à Clermont, et une scierie. La situation difficile dans l'industrie forestière a donc été abordée à plusieurs reprises. Les candidats ont aussi dû présenter leur solution pour offrir de meilleurs services ambulanciers sur le territoire long de plus de 200 km.

Un débat à la télévision communautaire locale s'est déroulé le 12 septembre et Mme Marois y a fait une prestation de qualité contre l'adéquate Conrad Harvey, notamment grâce à son expérience de plus de 30 ans en politique et à son aisance devant la caméra.

Elle doit cependant se défendre de ne pas habiter la circonscription, bien qu'elle y possède une résidence secondaire, un chalet, en fait.

Nouvelle tuile

La résidence principale de Mme Marois et de son conjoint Claude Blanchet, dans l'ouest de Montréal, a elle aussi causé des maux de tête au clan Marois ce week-end, lorsque le quotidien



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pauline Marois

The Gazette a soutenu dans son édition de samedi que le domicile du couple, situé sur l'île Bizard, était en partie bâti sur des terres appartenant au gouvernement du Québec.

Selon l'article, plusieurs des 41 acres du domaine se retrouveraient sur des terres expropriées par le PQ en 1978 en vue du prolongement de l'autoroute 440. Toujours selon le quotidien anglophone, la résidence serait construite sur d'anciennes terres agricoles dont le zonage a été changé au début des années 1990.

Le clan Marois nie catégoriquement les informations. Le *Journal de Montréal* rapportait hier que la directrice des communications de Pauline Marois, Christiane Miville-Deschênes, a affirmé que le contenu de l'article

publié samedi dans *The Gazette* est faux.

Selon Mme Miville-Deschênes, le conjoint de la chef du Parti québécois, Claude Blanchet, a les preuves en main pour contrer les allégations du quotidien anglophone. La porte-parole de Pauline Marois assure que M. Blanchet demandera à *The Gazette* de se rétracter, à défaut de quoi il le poursuivra.

Selon le communiqué émis hier par le clan Marois, Claude Blanchet a un droit de passage pour se rendre à sa maison. Il a choisi d'aménager ce terrain à ses frais tout en étant conscient que les aménagements sont temporaires et que n'importe quand, ils pourraient disparaître.

Autres candidats

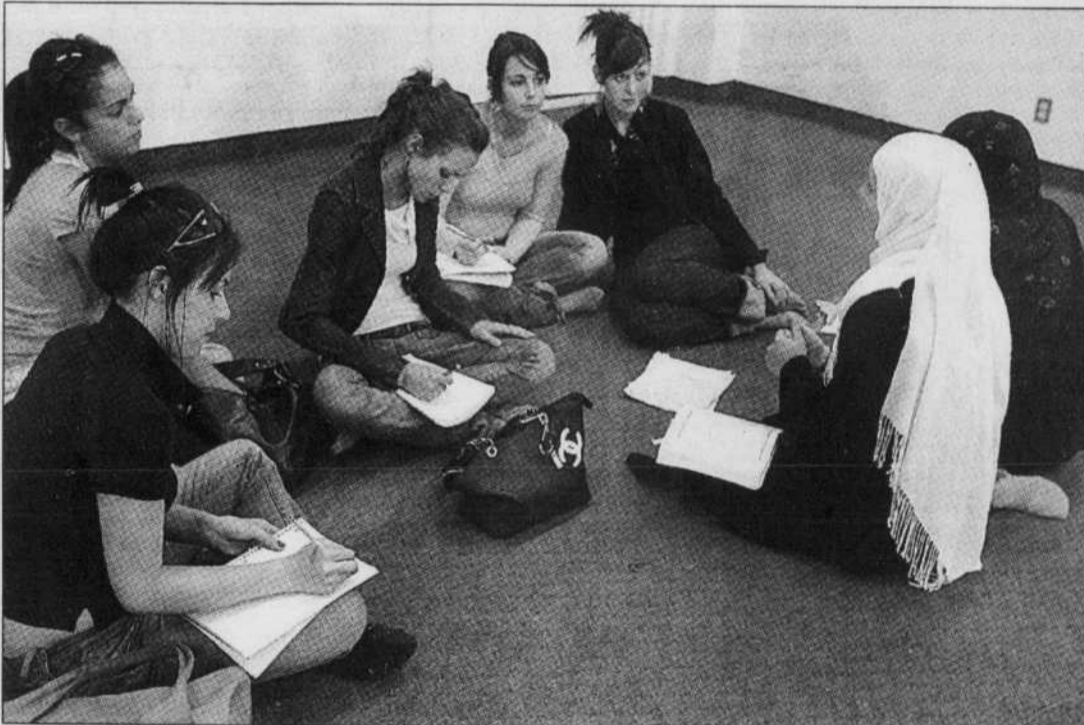
Outre Mme Marois et l'adéquate Conrad Harvey, il y a cinq autres candidats dans Charlevoix: David Turcotte du Parti vert, les indépendants Daniel Laforest et Claude Gagnon, et deux représentants de formations politiques à peu près inconnues, Paul Biron du Parti de la démocratie chrétienne et François Robert Lemire du Parti République du Québec.

Le Parti libéral du Québec a décidé de ne pas présenter de candidat afin de permettre l'élection de Mme Marois. Le premier ministre Jean Charest, souhaite faire face à Mme Marois au Parlement.

Déjà 4370 électeurs, soit 13 % des inscrits, ont voté dans les bureaux de scrutin provisoires. Aujourd'hui, les 131 bureaux de scrutin seront ouverts de 9h30 à 20h.

La Presse canadienne

Des mosquées ouvertes à tous



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

UNE DOUZAINE de mosquées de la région montréalaise ont ouvert leurs portes, samedi et hier, aux non-musulmans curieux de faire une incursion dans ces temples de prières. Le but de cette journée portes ouvertes, selon le Conseil musulman de Montréal, est de mieux faire connaître l'islam et de créer des liens avec les autres communautés culturelles.

Bulletins chiffrés : nouvel appel au professionnalisme des enseignants

Québec — Le président des commissions scolaires du Québec fait appel au professionnalisme des enseignants afin que les étudiants soient évalués correctement en ce retour des bulletins chiffrés.

En entrevue à La Presse canadienne, André Caron a ajouté qu'il s'attend à ce que les parents soient, eux aussi, bien informés, même si ce retour des chiffres ne fait pas l'unanimité. La Fédération autonome de l'enseignement déplore les courts délais imposés aux enseignants, l'absence de directives et la désorganisation chronique du ministère de l'Éducation depuis l'implantation de la réforme.

L'instruction ministérielle préci-

sant les modalités nécessaires afin de préparer le nouveau modèle unique de bulletin chiffré a été rendu public la semaine dernière.

Le président des commissions scolaires est d'accord qu'il aurait été préférable que des outils soit développés plus tôt, mais comprend que les délais d'adoption de lois sont «ce qu'ils sont». Interrogé à savoir si le fait de transformer une évaluation lettrée en chiffres comporte une difficulté réelle, André Caron a indiqué que des outils seront disponibles sous peu afin de faciliter ce passage. Selon lui, ce n'est qu'à ce moment qu'il sera possible d'en juger.

La Presse canadienne



Secondaire et formation aux adultes
Niveaux 1 à 5
Cahier d'exercices
17,25 \$ chacun

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

Anne-Marie CONNOLLY

Moi, je parle français!

Nouvelle édition du Français
langue seconde par objectifs

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.



1^{er} cycle • (96 p.) • 13,60 \$
2^e cycle • (192 p.) • 16,75 \$
3^e cycle • (224 p.) • 18,85 \$

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

Nathalie ELLIOTT

Mon premier vocabulaire de base
Mon deuxième vocabulaire de base
Mon troisième vocabulaire de base

1^{er} cycle du primaire, 500 mots
2^e cycle du primaire, 1000 mots
3^e cycle du primaire, 3000 mots

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

François Gendron

avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Montréal

514.845.5545

LA FORCE DU DROIT

LES ACTUALITÉS

Bilan du Fonds de solidarité FTQ

L'astronaute
Dave Williams
est de retour
à Longueuil

Un mois après sa mission dans l'espace avec l'équipage de la navette *Endeavour*, l'astronaute Dave Williams était de retour la semaine dernière auprès de ses collègues à l'Agence spatiale canadienne, à Longueuil.

Lors de cette mission de 13 jours, qui a pris fin le 21 août dernier, Dave Williams a établi un record canadien en effectuant trois sorties dans l'espace, totalisant près de 18 heures.

Il a d'ailleurs fait part de cette expérience unique dans un exposé devant tous les employés de l'Agence spatiale canadienne, lundi dernier. L'homme de 53 ans s'est dit très fier d'être un astronaute canadien et d'avoir pu accomplir son rêve de jeunesse en effectuant des sorties dans l'espace.

Tournée
nord-américaine

Dave Williams espère ainsi inspirer la prochaine génération. Pour les six prochains mois, il entend propager aux jeunes ce message de suivre leurs rêves. Lors d'une tournée nord-américaine dans les écoles, notamment au Canada, Dave Williams sera accompagné des membres de l'équipage STS-118, soit de la navette *Endeavour*.

Ces derniers comptent partager leur expérience avec les étudiants ainsi que les résultats des expériences scientifiques qu'ils ont effectuées dans l'espace.

En entrevue à La Presse canadienne, Dave Williams a confié qu'il ne sait pas encore ce qu'il fera par la suite. Il espère qu'on va lui confier un rôle où il pourra poursuivre ses activités à titre de médecin et chercheur, tout en poursuivant son entraînement comme astronaute.

Après sa première mission dans l'espace en 1998, Dave Williams a été nommé directeur des sciences de la vie et de l'espace au Centre spatial Johnson, à Houston, au Texas.

Il devenait ainsi le premier non-Américain à occuper un poste de cadre supérieur au sein de la NASA.

La Presse canadienne

Henri Massé reproche au gouvernement
Harper de se tourner les poucesFRANÇOIS
DESJARDINS

Le rendement du Fonds de solidarité FTQ s'est élevé à 7,1 % au cours de l'exercice 2007, a indiqué sa direction ce week-end lors de l'assemblée annuelle, alors que le président de la centrale a profité du moment pour dire qu'Ottawa n'en fait pas assez pour soutenir le secteur manufacturier.

Ce rendement du Fonds FTQ, qui compte plus d'un demi-million d'actionnaires et investit dans des entreprises en développement, est

le plus fort des sept dernières années. L'an dernier, le rendement s'était chiffré à 6 %.

En marge de la bonne nouvelle, le président de la FTQ, Henri Massé, a reproché au gouvernement Harper de se tourner les pouces pendant que des milliers d'emplois disparaissent au Québec et en Ontario sous l'effet d'une concurrence étrangère féroce et d'un dollar canadien qui complique les exportations.

L'inaction d'Ottawa, a dit M. Massé tel que cité par La Presse canadienne, est «*extrêmement désolante*».

«C'est malheureusement une approche trop idéologique. [...] On aborde de grands paramètres, comme la taxe sur le capital [en voie d'être éliminée], sans fournir de mesures plus ciblées pour aider des secteurs comme l'industrie manufacturière ou la foresterie.»

«Il suffit de faire le tour du Québec pour voir comment le monde est mal pris dans plusieurs régions et comment ça préoccupe le monde. S'il y a des élections, nous allons amplifier le débat», a ajouté M. Massé, qui est aussi président du conseil du Fonds.

M. Massé a reconnu que le gouvernement du Québec a mis en place des mesures pour le secteur manufacturier, mais estime néanmoins qu'il reste du travail à faire.

Le Fonds FTQ a réalisé au cours de l'année un bénéfice net de 475 millions, a indiqué sa direction samedi. L'actif net du fonds est passé de 6,6 milliards à 7,2 milliards. La valeur nette de son action a touché un sommet au début juillet, soit 25,36 \$. L'an dernier, comparativement, elle s'était établie à 23,74 \$.

«Nous avons en effet connu une

excellente année à plusieurs égards. Avec 668 millions investis dans 145 entreprises, en tenant compte du réseau des fonds régionaux, nous avons pleinement contribué à dynamiser l'économie du Québec, en plus d'encourager la création et le maintien d'emplois», a dit dans un communiqué le président du Fonds, Yvon Bolduc. En incluant les investissements effectués par les fonds régionaux, 92 nouvelles entreprises ont joint le Fonds.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

Crimes violents

Des groupes réclament
la fin des peines
concurrentes

SIDHARTA BANERJEE

Des défenseurs des droits des victimes, dont le Québécois Pierre-Hugues Boisvenu, demandent aux politiciens fédéraux de durcir la justice au pays, notamment en abolissant les peines concurrentes pour les criminels reconnus coupables de plusieurs crimes violents.

M. Boisvenu affirme qu'obliger les auteurs de crimes violents à purger leurs peines de manière consécutive permettrait d'assurer que les victimes soient toutes traitées également par le système judiciaire. La loi fédérale permet actuellement aux criminels de purger plusieurs peines simultanément.

Selon M. Boisvenu, les familles ressentent de la frustration en voyant que des condamnés sortent de prison après avoir purgé toutes leurs sentences en même temps. «Pour une famille qui a perdu une personne aimée, le plus frustrant est de savoir [...] qu'un condamné peut retrouver sa liberté plus tôt», déclarait M. Boisvenu lors d'une récente entrevue à son domicile de Sherbrooke.

M. Boisvenu demande aussi la garantie qu'un individu condamné à

l'emprisonnement à vie passe au moins 25 années complètes derrière les barreaux — ce qui n'est pas le cas actuellement.

La notion de peine d'emprisonnement à perpétuité n'existe pas au Canada, soutient-il. C'est «*complètement artificiel*» et cela sert de semblant de justice. L'imposition de peines consécutives pour des homicides contribuerait à assurer que les meurtriers en série demeurent en prison, dit-il.

Depuis le meurtre de sa fille, Julie Boisvenu, violée et assassinée en 2002 à l'âge de 27 ans, M. Boisvenu se consacre à l'aide aux familles des victimes de crimes violents et de personnes disparues, par l'intermédiaire d'une organisation qui regroupe les parents d'autres victimes québécoises d'assassinats.

Les propositions de M. Boisvenu recueillent des appuis à l'extérieur du Québec. Gary Rosenfeld, dont le fils, Daryn, a été tué par Clifford Olson en 1981 et qui milite depuis près de 25 ans pour défendre les droits des victimes, affirme que son organisation appuie la démarche de M. Boisvenu.

La Presse canadienne

La fête de la diversité culturelle



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

IL Y AVAIT beaucoup de «couleurs» lors du grand rendez-vous pour célébrer la diversité culturelle aux Habitations Jeanne-Mance, au centre-ville de Montréal, hier après-midi. Organisée tous les ans par différents organismes issus du milieu communautaire, cette Fête interculturelle rassemble petits et grands et propose des activités telles que des ateliers de percussions africaines, des pièces de théâtre sur le thème des relations interculturelles et, bien sûr, un grand festin aux saveurs mélangées.

Groupe de travail fédéral-provincial

Comment protéger les femmes
vulnérables des tueurs en série ?

SUE BAILEY

Ottawa — Des fonctionnaires de la Justice à travers le Canada cherchent à élaborer des straté-

gies afin de protéger les femmes les plus vulnérables contre les tueurs en série.

Le groupe de travail national a été mis sur pied par les sous-mi-

nistres fédéral et provinciaux de la Justice afin d'étudier les moyens d'identifier, d'enquêter et de traduire en justice les tueurs en série qui s'en prennent aux personnes ayant un style de vie «*à haut risque*», selon des documents dévoilés en vertu de la loi sur l'accès à l'information. Ce style de vie inclut les prostituées, mais pas seulement elles, révèle un document fortement censuré préparé à l'intention des ministres de la Justice.

Le groupe de travail compare «*les meilleures pratiques en vigueur pour le dépistage de meurtriers en série et la protection de leurs victimes potentielles*».

Le porte-parole du ministère fédéral de la Justice a fait savoir que le groupe de travail remettra son rapport aux sous-ministres au début de l'an prochain et que, d'ici là, toutes ses discussions sont confidentielles.

Les conclusions du groupe de travail devraient orienter les prochaines étapes, y compris la législation et les mesures destinées à protéger les femmes des prédateurs en série. Mais des groupes autochtones et de défense des femmes disent qu'Ottawa devrait en faire beaucoup plus pour lutter contre ce qu'ils qualifient de véritable crise.

Des jeunes femmes, souvent des autochtones, continuent de disparaître et sont souvent retrouvées mortes aux environs de grandes agglomérations, dont Winnipeg, au Manitoba, Edmonton, en Alberta et Vancouver, en Colombie-Britannique.

La Presse canadienne

CanWest
Raise a Reader Lire,
a Reader c'est grandir.
The Gazette LE DEVOIR

La lecture nourrit les rêves
SITQ supporte l'alphabétisation des enfants par l'entremise
du programme Lire, c'est grandir.



Nadim Hanna, Directeur, Gestion d'actifs, SITQ, lit avec ses enfants Mathieu (13 ans), Philippe (11 ans) et Catherine (6 ans).

Partagez votre amour de la lecture en donnant généreusement le 27 septembre prochain!
www.raiseareader.com 1 866 637-7323

Microsoft

Assante
WEALTH MANAGEMENTCentennial Global
Foundation

Global

Merci à nos
commanditaires
locaux...SITQ
Gestion d'actifs et placement
du QuébecBORDEN
LADNER
SERVAISHydro
Québec

SEARS

Civic Honda
S.A.O.

FTQ

Benoît BAZOGE
Paul DELL'ANIELLOPRÉSENTATIONS
D'AFFAIRES
PERCUTANTES

Pour aider le futur présentateur.

En vente dans toutes les librairies

Le prix est indiqué sous réserve de modifications.



Normand St-Ours

L'essentiel
grammaticalPrésecondaire,
1^{er} cycle du secondaire
et formation aux adultes

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

t'es
VERT.
t'es en santé

Vendredi 9 novembre 2007

École secondaire Saint-Henri

4105, Saint-Jacques Ouest, Montréal, Québec

Saint-Henri

Bienvenue
au 8^e Colloque
de Montréal

en éducation relative à
l'environnement (ERE)
sur le thème de la santé

Une ouverture originale et d'envergure, sept tables rondes, 22 ateliers et une cinquantaine d'exposants permettront de raviver la fibre verte en vous! Venez tisser des liens avec les milieux scolaire, universitaire, muséal et associatif préoccupés par la protection de l'environnement!

60 \$ (si l'inscription avant le 13 octobre) incluant déjeuner, dîner et cocktail de clôture. Tarifs réduits pour les étudiants et les retraités.

Saisissez une occasion de vous ressourcer!

Tous les détails : www.aqpere.qc.ca/colloquedemontreal/8e_colloque

Information et inscription : marcoux@csdm.qc.ca ou 514-596-6000, poste 2079

Association québécoise pour la promotion
de l'éducation relative à l'environnement

L'école publique,
une école
équitable

Commission
scolaire
de Montréal

LES ACTUALITÉS

Aujourd'hui à New York

L'ONU accueille un sommet sur les changements climatiques

Plus de 70 chefs de gouvernement, dont Stephen Harper, participent à cette réunion convoquée par Ban Ki-moon

CHARLES HANLEY

Nations unies — À l'invitation du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, les chefs d'État et autres dirigeants de plus de 150 pays se retrouvent aujourd'hui à New York pour tenter de faire progresser l'agenda international sur les changements climatiques.

L'objectif de cette réunion sans précédent est d'obtenir un engagement politique fort et d'envoyer un signal à moins de trois mois de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Se déroulant à Bali du 3 au 14 décembre, elle doit donner le coup d'envoi de négociations pour un nouvel accord international.

«J'attends de la réunion d'aujourd'hui qu'on y réalise toute l'urgence à faire les progrès nécessaires pendant les négociations», a souligné Yvo de Boer, le secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Plus de 70 chefs d'État ou de gouvernement, dont le premier ministre canadien Stephen Harper, le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, participeront à cette réunion convoquée par Ban Ki-moon. Ce qui, à ce jour, selon l'ONU, en fera le plus grand rassemblement de dirigeants de la planète bleue consacré au sujet.

On s'attend à ce que M. Harper vante les mérites de l'accord conclu récemment entre les pays de l'APEC, la Coopération économique de la zone Asie-Pacifique, et qui prévoit des réductions volontaires d'émissions de gaz né-

fastes, plutôt que l'imposition de cibles précises. Cette approche risquée ne pas être bien accueillie par tous les participants au sommet. Le ministre canadien de l'Environnement, John Baird, accompagnera le premier ministre Harper à l'événement.

Une jeune Québécoise de 18 ans, Catherine Gauthier, a par ailleurs été invitée par le secrétaire général Ban Ki-moon. Membre du groupe Environnement Jeunesse, elle dit vouloir presser les États, dont le Canada, à jouer un rôle constructif lors des prochaines négociations portant sur les changements climatiques, à Bali, en Indonésie.

Un autre rendez-vous

Le président George W. Bush, absent, sera représenté par sa secrétaire d'État Condoleezza Rice. Il participera toutefois dans la soirée à un dîner donné par M. Ban, avant de présider, jeudi et vendredi à Washington, une réunion sur le climat, limitée à 16 «grands» pays «émetteurs» de gaz à effet de serre, dont la Chine et l'Inde. Cette rencontre sera la première d'une série de rendez-vous, dont les défenseurs de l'environnement redoutent qu'elle réduise la valeur du processus de négociations onusiennes.

Mais Yvo de Boer s'efforce de demeurer positif: «Cette initiative du président Bush, quand elle sera ramenée dans le cadre plus large du processus de l'ONU, peut être une contribution de très grande valeur».

dit-il assez diplomatiquement. Sous l'égide des Nations unies, les discussions font partie des efforts visant à lancer à Bali des pourparlers sur un accord de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui entrerait en vigueur dans cinq ans, à l'expiration de la période d'engagement en cours du Protocole de Kyoto.

Ce dernier, rejeté par Washington, exige de 36 pays industrialisés d'aboutir à une baisse de 5 % en moyenne des émissions de dioxyde de carbone et autres gaz en 2012.

Si rien n'est fait pour les diminuer, la température du globe pourrait augmenter jusqu'à 6,4 degrés Celsius ou plus à l'horizon 2100, d'après un scénario du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui a rendu cette année une série de rapports inquiétants. Le GIEC a observé qu'une hausse du mercure pourrait avoir des conséquences catastrophiques (élévation du niveau de la mer, sécheresse, disparition de nombreuses espèces, etc.). Il y a un peu plus d'une semaine encore, l'Agence spatiale européenne avait fait état de relevés satellite montrant que la calotte glaciaire de l'océan Arctique n'avait jamais été aussi mince.

«Une percée est absolument essentielle» à Bali pour parvenir à une réduction supplémentaire de

ces émissions, a déclaré Yvo de Boer à des journalistes, reconnaissant qu'une avancée serait «très difficile» si Washington ne prenait pas d'engagements.

La réunion d'aujourd'hui à New York doit comprendre une séance d'ouverture, suivie de quatre séances plénières simultanées — chacune présidée par deux chefs d'État — sur les thèmes de «l'atténuation des effets», de «l'adaptation», de «la technologie» et du «financement».

Seront notamment présents, côté américain, le gouverneur républicain de Californie, Arnold Schwarzenegger, très engagé dans la lutte contre les gaz à effet de serre, et l'ancien vice-président Al Gore, vedette du documentaire *Une vérité qui dérange*, qui dénonce les effets du réchauffement climatique.

Pour tenter de lancer les négociations internationales, l'Union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % supplémentaires en 2020. L'administration Bush, elle, demeure opposée à des objectifs internationaux contenus dans des accords contraignants. Elle a exhorté l'industrie à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et promet, en guise de réponse aux prévisions alarmantes, la recherche sur les technologies basées sur les énergies renouvelables.

Associated Press et La Presse canadienne

Afrique: de nouvelles pluies entravent l'accès aux victimes des inondations

VINCENT MAYANJA

Kampala — Les inondations ont fait près de 300 morts et environ 1,5 million de sinistrés dans une vingtaine de pays d'Afrique, où de nouvelles pluies ralentissent hier les secours, alors que les appels à l'aide humanitaire commencent à susciter des réponses.

«Nous avons eu une courte période sans pluie de trois jours, mais il pleut sans interruption depuis 24 heures et cela rend les routes inaccessibles», a déclaré hier à l'AFP Musa Eweru, ministre chargé de l'aide humanitaire et des réfugiés en Ouganda, un des pays les plus affectés par les inondations.

Selon le gouvernement ougandais, les pluies diluviennes ont fait 18 morts, laissé 500 000 personnes sans abri ou dépendantes de l'aide humanitaire et détruit les récoltes et stocks vivriers dans plusieurs zones. Kampala a déclaré l'état d'urgence le 12 septembre.

De nouvelles pluies entravent le travail des sauveteurs et retardent l'envoi de l'aide humanitaire également au Kenya, pays voisin, où «6000 personnes étaient totalement isolées» hier, d'après la Croix-Rouge locale. Quinze personnes y ont été tuées et au moins 25 000 déplacées en raison des inondations depuis août.

Même au Sahel...

La furie des eaux a également provoqué une situation de catastrophe en Afrique de l'Ouest, région en majorité sahélo-saharienne, plus habituée à la faiblesse des pluies. Récoltes détruites, provisions perdues, infrastructures abîmées... Toutes les conditions sont réunies pour «exacerber la précarité de la situation sanitaire et de la sécurité alimentaire» dans la zone, a

prévenu l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Selon l'OMS, on compterait 500 000 sinistrés dans 12 pays ouest-africains affectés par les inondations, confrontés à des risques accrus de paludisme et de maladies diarrhéiques. La situation est jugée particulièrement préoccupante au Burkina Faso, au Togo et au Ghana.

Au Mali, neuf morts, 17 blessés et plus de 41 500 sans-abri ont été recensés par le gouvernement. Le Togo a annoncé un bilan de 20 morts, 60 blessés et 66 000 personnes affectées, tandis que l'Algérie a dénombré 13 morts, dont huit membres d'une même famille emportés dans la crue d'un oued à M'Sila (centre-est). Plusieurs hameaux y demeuraient sous les eaux.

Près de 300 morts et des dizaines de milliers de sans-abri ont été dénombrés au total dans 18 pays, dont la Mauritanie, le Niger, l'Éthiopie, le Kenya et le Soudan qui est, avec l'Ouganda, l'un des plus durement touchés.

Les appels à l'aide et à la solidarité lancés par certains États ont été appuyés vendredi par des organisations humanitaires internationales. Les Pays-Bas ont annoncé le déblocage de 11 millions d'euros, le même montant a été promis par l'Union européenne et le Canada doit octroyer 3 millions de dollars.

Ces inondations «sont un signal d'alarme», a estimé le commissaire européen au Développement et aux Affaires humanitaires, Louis Michel. «Chaque nouvelle catastrophe souligne le danger auquel le monde — et plus particulièrement les pays en développement et les petits États insulaires —, fait face à cause des changements climatiques», a-t-il ajouté.

Agence France-Presse

Récession: les «prédictions» d'Alan Greenspan

Washington — Les risques que l'économie américaine subisse une récession sont de moins de 50 %, a estimé hier Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui prévoit toutefois un ralentissement de la croissance.

«Nous nous acheminons vers un ralentissement de l'activité, mais le fait de savoir si cela va conduire à une récession dépend de facteurs que nous ne pouvons pas actuellement anticiper», a-t-il déclaré dans une entrevue à la chaîne de télévision NBC.

Cependant, «je pense personnellement que les chances de récession sont de moins de 50 %», a ajouté M. Greenspan, qui vient de publier un ouvrage relatant son expérience à la tête de la Fed pendant près de

20 ans, intitulé *The Age of Turbulence* (L'Âge des turbulences).

Crise immobilière

«Il n'y a aucun doute que nous subissons des pressions importantes sur le prix des logements qui vont, je pense, encore considérablement baisser, réduisant du coup la valeur du patrimoine immobilier des ménages américains et l'histoire nous dit que cela entraîne une faiblesse» économique, a-t-il aussi souligné.

La crise des prêts immobiliers à haut risque (*subprime*) a entraîné une crise du crédit ces derniers mois aux États-Unis, conduisant récemment la Fed à abaisser son principal taux de référence d'un demi-point.

Agence France-Presse

Sylvie MONETTE
Cathia RIOPEL

J'AIME LE FRANÇAIS

1^{re} année - Série 1

Un manuel de lecture présenté en 20 livrets.

Les éditions LA PENSEE
514-848-9042

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2007-09-22

649	05 08 12 40	compt. (C)	490	01 03 06 04	compt. (C)
GAGNANTS	LOTS		GAGNANTS	LOTS	
6/6	1	4 023 391,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+C	1	287 385,00 \$	5/6+C	0	50 000,00 \$
5/6	126	1 884,10 \$	5/6	21	500,00 \$
4/6	7 390	60,80 \$	4/6	942	50,00 \$
3/6	135 398	10,00 \$	3/6	18 106	5,00 \$
2/6+C	77 100	5,00 \$	Ventes totales:	470 438,50 \$	
Ventes totales:	14 335 064 \$		Extra 9714270*	500 000 \$	
Prochain gros lot (approx.):	3 500 000 \$		*décomposable dans les deux sens		

Resultats des tirages du: 2007-09-21

SUPER 7	7/7	1	5 000 000,00 \$
	6/7+C	3	48 404,00 \$
	6/7	69	2 104,50 \$
	5/7	5 157	95,70 \$
	4/7	106 169	10,00 \$
	3/7+C	95 185	10,00 \$
	3/7	880 728	Participation gratuite
Extra 3561701*	500 000 \$		
*décomposable dans les deux sens			
Prochain gros lot (approx.):	2 500 000 \$		
Ventes totales:	12 689 858 \$		

Triples Nouvelle loterie sur terminal à 1\$.
3 façons de gagner chaque jour!

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ROLEX

OYSTER PERPETUAL DATEJUST
AGIET ET OR JAUNE

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

SÉRIE DE REPORTAGES à 17 h 45
Pénurie d'infirmières:
renverser la tendance par tous les moyens.

DÉSAUTELS 15 h

Réal.-coord.: Ginette Viens

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/desautels



ÉDITORIAL

La pilule Hillary

Il reste encore 12 mois à égrener d'ici à la présidentielle de 2008, mais si l'élection avait lieu aujourd'hui, disent les sondages, la démocrate Hillary Rodham Clinton aurait d'excellentes chances d'être élue 44^e président des États-Unis. Le sera-t-elle? Avançons ceci: elle marque des points avec la nouvelle proposition d'assurance santé universelle qu'elle vient de rendre publique.

Pour Mme Clinton, il ne s'agissait pas seulement, la semaine dernière, de s'attaquer à l'une des plus grandes déficiences de la société américaine, mais d'effacer aussi le fiasco qui avait donné aux républicains la majorité au Congrès en 1994 et failli faire couler la présidence de son mari. Environ 47 millions d'Américains sont sans couverture médicale et leurs rangs enflent d'un million de personnes par année. Il n'échappe à personne que le ralentissement de l'économie américaine risque de creuser le problème.

À titre de «première dame», Mme Clinton s'était vu confier par le président, en 1993, le soin de réformer le système de santé. De l'exercice était né un projet éminemment complexe et coercitif, long de 1342 pages, que républicains et compagnies d'assurances n'eurent aucun mal à faire passer auprès de l'électorat comme une tentative, ô sacrilège, de «médecine socialisée» brimant la liberté de choix des usagers. Pour Mme Clinton, l'échec fut cuisant: «J'ai encore les cicatrices pour le prouver», aime-t-elle aujourd'hui répéter. Lui colla longtemps à la peau, pour son refus de mettre de l'eau dans son vin dans ses tractations avec le Congrès, la réputation d'être opiniâtre à l'excès, incapable du moindre compromis.

Les mêmes accusations fusent déjà à droite à l'égard de sa nouvelle proposition rendue publique lundi dernier. Un projet socialisant? Vu du Québec, le reproche est proprement absurde. Non moins ridicule est d'en voir certains, lâbas, qualifier la sénatrice Clinton de gauchiste.

Dans sa forme revisitée, sa proposition de couverture universelle est infiniment moins «radicale» et plus réaliste que celle de 1993: elle s'appuie sur le modèle actuel, fondé sur un système d'assurance privé fourni par l'employeur, en tentant de l'élargir par crédits d'impôts et subventions aux PME qui n'offrent pas de couvertures à leurs employés. Elle ouvre la porte, mais avec prudence, à la possibilité, parmi d'autres options, pour les non-assurés qui le désirent, de bénéficier d'une assistance fédérale directe. La réforme serait financée — sans créer de nouvelle bureaucratie, jurent les démocrates — en supprimant les réductions de taxes accordées par M. Bush aux Américains qui font plus de 250 000 \$ par année.

La nouvelle mesure risque surtout de réhabiliter Mme Clinton dans l'opinion publique. En fait, ses cicatrices semblent devenir pour elle, du moins pour l'instant, des signes de distinction. Un sondage CBS indiquait la semaine dernière que, pour une majorité d'électeurs démocrates, la question de la santé ne leur semblait plus être un boulet au pied de Mme Clinton, mais un atout, le signe que son expérience politique l'a fait mûrir.

Ses détracteurs, pointant en particulier ses louvoisements au sujet de la guerre d'Irak, lui reprochent d'agir moins par conviction que par calcul. Vrai qu'elle joue bien ses cartes. Quoiqu'on en pense, ses hésitations sur la question irakienne sont l'exact reflet des malaises du commun des Américains. Tout peut encore changer d'ici novembre 2008, bien entendu. Nous serons sans doute fixés sur sa candidature à l'investiture démocrate dès le 5 février prochain, quand se tiendront dans 20 États une série d'élections primaires cruciales. Pour l'heure, elle a le vent en poupe, menant largement contre le sénateur Barack Obama dans la course à l'investiture. Sans compter qu'elle coiffe les candidats républicains dans les coups de sonde sur les intentions de vote à la présidentielle.

La possibilité que les États-Unis élisent pour la première fois une femme à la présidence nous porte à nous interroger sur l'état de santé de la démocratie américaine. Une femme, pas plus qu'un homme d'ailleurs, ne fait une démocratie. Le symbole de l'élection de Mme Clinton serait historiquement significatif mais, concrètement, plutôt spécieux dans le contexte américain. À l'opposé de l'entêtement qu'elle avait affiché en 1993, Mme Clinton déclarait récemment à *Newsweek*: «On change les choses en travaillant de l'intérieur du système. On ne peut pas faire semblant que le système n'existe pas.»

Le système, justement, fait en sorte que jamais aux États-Unis une élection n'aura été aussi coûteuse. On s'attend, en novembre prochain, à ce que les deux candidats à la présidence aient dépensé au total un milliard pour tenter de se faire élire. Quelles conséquences pour la démocratie américaine? Des politiciens tout à leurs efforts de financement, des dettes politiques de plus en plus grandes, des candidats valables mais désargentés, le rôle de plus en plus prépondérant de la télé et de l'Internet... Il ne faut pas perdre de vue que c'est dans ce lourd contexte systémique que Mme Clinton rentrerait à la Maison-Blanche.



Guy Taillefer

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANFACON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

La valse du bulletin

Je rentre chez moi après une réunion dans la classe de ma fille de cinquième année. Son professeur et la directrice de son école ont tous deux insisté pour dire qu'elles n'avaient rien à dire au sujet des nouveaux bulletins chiffrés. Les directives des autorités ministérielles se font attendre, semble-t-il. Il paraît que l'exercice est complexe et il faut être patient.

Revenir au bulletin chiffré est compliqué parce qu'il faut convertir en chiffres l'évaluation par lettres. Les instructions tardent à venir, car le problème est plus informatique que pédagogique. Il faut mettre au point le logiciel capable de gérer le mode d'évaluation par compétence en notes et moyennes.

Je crains que ce honteux retard ne débouche sur une réforme cosmétique du bulletin. L'évaluation se fera comme l'an dernier, mais l'ordinateur ministériel présentera le tout sous forme mathématique. Je crains que la confusion exprimée par les parents ne demeure.

Dans son *Institution oratoire*, Quintilien a écrit: «Si plusieurs élèves sont ensemble en classe, il y a de l'émulation, de la compétition, et souvent cela stimule à l'étude plus que l'exhortation des maîtres et les prières des parents». Émulation et compétition ne semblent pas avoir la cote dans nos milieux scolaires. Elles sont souvent perçues non pas comme des stimulants mais bien comme des entraves à la «bonne éducation».

Cette mentalité ou cette opinion provient de la conviction profonde que les hommes sont égaux en dignité, en droits mais aussi en talents. Alors, les bulletins ne doivent pas témoigner des différences individuelles, ils doivent plutôt rendre compte de l'effort du groupe. Les notes sont attribuées en fonction des multiples circonstances entourant l'apprentissage et non en fonction des résultats aux examens. Je pense qu'un des défis urgents que nous devons relever consiste sûrement à questionner les fondements de nos approches pédagogiques. L'émulation repose sur l'idée

qu'il faut imiter meilleur que soi pour espérer l'égal, peut-être même le dépasser, mais certainement pour mesurer les limites de nos capacités réelles.

C'est peut-être cela que les parents veulent. C'est peut-être cela qu'ils réclament. C'est cela qu'ils sont en droit de recevoir.

En terminant cette missive, je formule un souhait. Pour les réformes de bulletins à venir et toutes leurs contre-réformes, je dis: *Non multa, sed multum*. C'est-à-dire: pas trop de choses, mais profondément. Nos élèves s'en porteront bien mieux et les maîtres «itou».

Louis-André Richard
Papa, professeur et citoyen
Le 20 septembre 2007

UQAM: une imputabilité collective

Je n'ai plus d'intérêt professionnel ni personnel à défendre à l'UQAM, où je fus professeur-pionnier (1969-2002) et que j'ai eu la chance de quitter vivant, en bonne santé et nanti de rentes de retraite me permettant de vivre une fin de vie paisible et ponctuée de bonnes heures pour moi-même et pour les miens.

Cette position privilégiée de *has been* ne m'empêche cependant pas d'être suffisamment interpellé par l'implosion qui secoue le vaisseau amiral de la flotte de l'Université du Québec pour exprimer mon point de vue sur l'une des principales raisons qui explique l'échec actuel et le naufrage éventuel de cette institution, si un correctif n'est pas rapidement apporté.

Dans mon analyse de l'institution uqamienne, je veux souligner un manque fondamental qui perturbe et pollue le système relationnel entre les membres du personnel et les instances de l'université, particulièrement sur le plan professoral et administratif. Ce manque, c'est l'absence d'un code d'éthique inséré dans les structures de l'UQAM, analogue au code dont chaque profession dispose.

Les règles et règlements de l'institution et les conventions collectives ne peuvent se substituer à un code d'éthique qui, en quelque sorte, devient un code de conscience professionnelle qui fonde l'imputabilité des intervenants universitaires. La nécessité d'un tel code, que j'ai proposé dès 1971 et qui, il y a quelques années, a été soulignée dans un rapport de l'ombudsman de l'université à la suite d'une plainte d'ordre éthique que j'avais déposée à son bureau, est encore plus capitale lorsqu'une institution tend vers la cogestion. Sans ce code, l'absence d'une ligne d'autorité clairement définie qui caractérise cette forme administrative entraîne régulièrement une congestion car on ne peut pas, dans les situations limites, préciser qui est responsable: quand personne n'est responsable, tout le monde l'est!

J'ai cru comprendre que c'est d'ailleurs ce que le recteur exprimait à mots couverts dans sa lettre de démission...

Yves Laberge
Professeur retraité, UQAM
Le 19 septembre 2007

Victime de la course aux honneurs

Geneviève Jeanson a menti pendant longtemps. Tout le monde doutait de ses affirmations au cours des dernières années de sa carrière. Ce qu'elle a fait est inacceptable, mais je comprends qu'à 16 ans, on se fie entièrement à son entraîneur qu'on ne veut pas décevoir. Il y a aussi la famille, les amis, la presse: comment avouer son crime? Je crois qu'elle avait tout intérêt à dévoiler enfin la vérité. À mes yeux, elle n'en sort que grandie. Cela n'enlève pas le déshonneur d'avoir gagné sous l'effet d'injections d'EPO, mais cela lui donne le mérite d'avoir, courageusement, admis sa faute. Je lui souhaite maintenant de vivre sereinement.

Jean-Jacques Simard
Roberval, septembre 2007

LIBRE OPINION

La récréation est-elle bientôt finie?

MARIE-ÈVE MATHIEU

Professeur de français au collège Édouard-Montpetit

Le Québec de demain, j'y travaille aujourd'hui: enseignant la littérature québécoise à des classes multiethniques, j'ai l'habitude d'exécuter des figures acrobatiques pour arriver à ce que le «nous» québécois soit le plus inclusif possible et que des allophones ou des néo-québécois se sentent compris dans cette appellation.

C'est pourquoi je regarde avec une grande attention les efforts faits pour mieux comprendre la culture d'ici, comme par exemple le rendez-vous stratégique de l'Institut du Nouveau Monde (INM) intitulé «Que devient la culture québécoise?» et qui était présidé, notamment, par Gérard Bouchard, l'hiver dernier. Cet événement soulevait des questions passionnantes sur l'avenir d'une culture qui, espérons-le, pourra être suffisamment rassembleuse pour contourner les écueils nombreux qui la guettent. Je voyais du même œil positif la mise sur pied de la Commission sur les accommodements raisonnables. D'aucuns s'accordaient pour dire que c'était une idée fantastique de débattre de ces enjeux en présence des deux présidents Bouchard et Taylor, des intellectuels de grande envergure.

Comment se fait-il que la donne ait tellement changé en quelques semaines? On se met maintenant à pester contre cet exercice de consultation qu'on qualifie de «couillonnage de politiciens peureux», parce que les politiciens ne veulent pas se commettre; on insulte les deux présidents en les traitant de «candides» (y a-t-il quelqu'un qui s'est replongé le nez dans *Les Sources du moi* de Charles Taylor récemment? La candeur n'est pas exactement le mot qui apparaît le plus juste pour décrire cet ouvrage co-

lossal) et, surtout, on est en train de créer des blessures dans le corps social qui mettront longtemps à se cicatriser si on n'y prend garde.

D'abord, il faut se rappeler l'enjeu fondamental de la Commission, soit de trouver des propositions d'aménagement pour garantir que les droits individuels de chaque Québécois soient respectés. Cela ne peut évidemment se faire au détriment des droits des autres individus. Le débat doit faire appel à la raison et non aux émotions. Il faut se rappeler qu'il s'agit de notions avant tout juridiques qui, il est vrai, vont confronter nos valeurs et nos croyances.

Ceci dit, le débat est en train de dériver sérieusement dans les médias ces jours-ci. Il me semble qu'il y a des risques à éviter.

Le premier est la tentation de faire un pied de nez au Canada anglais, en nous drapant dans notre vertu parce nous examinons nos rapports avec nos minorités, alors qu'eux malmenent la minorité francophone, celle du Québec et celle des autres provinces. Si l'exercice échoue, certains pensent que les anglophones auront tout le loisir de faire du *Quebec bashing* sur notre dos. S'il réussit, nous pourrions être tentés de revendiquer de nouveaux avantages auprès de la fédération canadienne, afin qu'elle nous accommode. Or, la dimension fédérale-provinciale ne devrait pas colorer le débat, ou le moins possible.

Le deuxième obstacle est la polarisation entre Montréal et les régions. Il faudrait éviter de contaminer davantage ce chancre qui s'est créé depuis les dernières élections provinciales. D'une part, il y a les gens de l'extérieur de Montréal qui sont fort peu en contact avec la métropole et la craignent quelque peu

pour sa violence (toute relative) et son méprisage ethnique. D'autre part, il y a les Montréalais souvent assez condescendants envers les gens de la province, alors qu'ils ne connaissent pas leur réalité, n'ayant jamais vécu ailleurs qu'en ville. Le débat appartient à tous, autant à ceux de la ville qu'à ceux de la campagne, puisque les lois régissent tout le territoire et non seulement Montréal.

Le consensus, s'il émerge, promet d'être le plus sage

pour sa violence (toute relative) et son méprisage ethnique. D'autre part, il y a les Montréalais souvent assez condescendants envers les gens de la province, alors qu'ils ne connaissent pas leur réalité, n'ayant jamais vécu ailleurs qu'en ville. Le débat appartient à tous, autant à ceux de la ville qu'à ceux de la campagne, puisque les lois régissent tout le territoire et non seulement Montréal.

Le troisième glissement est le jugement de valeur transculturel. La Commission ne devrait pas se mêler des croyances religieuses ou de la question de la laïcité, qui relèvent de l'opinion personnelle. Par exemple, bien des Québécoises se sentent heurtées par le port du voile. Il m'apparaît délicat que la Commission ait à trancher entre une idéologie féministe, d'une part, et l'islamisme, d'autre part. Par contre, le devoir de tous les Québécois est de s'assurer que sur notre territoire, aucun individu ne soit lésé par les pratiques religieuses des autres.

Si nous admettions la charia dans la législation québécoise, nous contribuerions à maintenir un statut juridique différent pour les hommes et les femmes, dans ce cas précis, il nous faut prendre position. Autrement dit, le libre exercice de la religion ou de la non-religion (pour les athées) doit être permis à chaque citoyen, en autant qu'il n'exige pas de modifications légales qui pourraient brimer les droits d'individus et en faire des citoyens de seconde zone.

Le dernier danger qui guette le débat, et ce n'est pas le moindre à mon avis, c'est la tension entre les «intellectuels» et les gens ordinaires. M. Bouchard a commis une erreur en disant que les médias influençaient le bon peuple. Nommément, il voulait parler du *Journal de Montréal* et de TVA. Il est cer-

tain qu'un grand nombre de Québécois lisent et écoutent les médias de Québecor, cela ne veut pas dire qu'ils gobent tout ce qui leur est transmis sans rien questionner.

Son inquiétude est juste cependant: si les médias relaient des informations partiales et qu'ils sont plus intéressés à faire sensation qu'à informer, il pourrait y avoir un déficit démocratique, parce que les gens seraient mal renseignés. Le malheureux sondage sur le racisme et le martèlement de prétextes cas d'accommodements raisonnables ont certainement envenimé beaucoup le débat et enflammé la société. Cela encourage à réagir émotivement plutôt que rationnellement.

Ceci dit, la Commission se veut une consultation publique, à l'image de la démocratie. Il faut faire confiance aux gens. Même si quelques individus vont sûrement soutenir des propositions extrêmes, la plupart vont probablement opter pour des solutions accommodantes. Il est inutile de présumer que les gens peu scolarisés seront forcément les plus intolérants. À l'inverse, il ne faudrait pas penser que les intellectuels vivent en dehors de la réalité et qu'ils ne savent rien du «vrai monde». L'anti-intellectualisme est de bon ton de nos jours. La Commission est le lieu privilégié de rencontre entre des gens de tous les horizons. Le consensus, s'il émerge, promet d'être le plus sage et certainement le plus démocratique, parce que né dans de bonnes conditions.

C'est pourquoi il faut se remettre tous à nos devoirs, citoyens, professeurs, journalistes et intellectuels et sonner la cloche pour mettre fin à la pagaille naissante. Les bénéfices en seront retirés par les étudiants de mes classes, et par tous les étudiants qui, bientôt, deviendront citoyens et viendront enrichir notre culture commune.

IDÉES



La visite à Mexico de la ministre Christine Saint-Pierre tombe à point nommé pour réfléchir sur l'avenir de la culture québécoise, non seulement en Amérique latine mais aussi à l'étranger.

Changements dans la diplomatie québécoise au Mexique

Québec cède-t-il à Ottawa une place chèrement gagnée?

BRIGITTE MORISSETTE
Journaliste indépendante

Mexico — La visite-éclair à Mexico de la ministre québécoise de la Culture et des Communications, Christine Saint-Pierre, remettra-t-elle le Québec sur ses rails au Mexique? Il faut l'espérer, car des événements récents laissent croire que le Québec a cédé au Canada un privilège, sinon un droit acquis, à la faveur d'un quart de siècle d'une intense activité culturelle et diplomatique pour faire valoir sa différence.

Même au pire moment des relations tendues entre l'ambassade du Canada et la délégation générale du Québec à Mexico, comme à l'occasion de la visite du premier ministre Lucien Bouchard en 1995 (en visite officielle au Mexique, M. Bouchard devait être reçu amicalement par le président mexicain Ernesto Zedillo mais, en l'apprenant, et sur ordre d'Ottawa, l'ambassade du Canada avait bousillé le programme patiemment négocié par Québec et fait annuler la rencontre), le Québec y brillait comme représentant de la culture francophone au Canada — que ce soit aux différents salons du livre de Guadalajara et de Mexico, au festival Cervantino, dans la présentation de dramaturges et tournées d'artistes québécois. Au reste, ces derniers ne ménageaient pas leurs éloges à l'égard de la délégation générale du Québec (DGQ) et de ses efforts pour illustrer le Québec sur la vaste carte mexicaine.

La culture québécoise?

Or, voilà que des événements récents nous ramènent loin en arrière, à l'époque où le Québec commençait timidement à faire valoir en Amérique latine une certaine effervescence culturelle.

Un dernier incident illustre bien un virage aussi étonnant qu'inattendu. La scène se passe au cours

d'une petite fête organisée à la Casa del Poeta (la Maison du poète), située à Mexico, pour célébrer un numéro de la revue *Norte-Sud* entièrement consacré aux poètes québécois. Une cinquantaine de personnes sont réunies: quelques écrivains mexicains, des fonctionnaires canadiens et québécois et des fidèles du Québec.

À tout seigneur tout honneur: l'animateur cède d'abord le micro au responsable canadien des communications, M. Jeff Marder! Celui-ci commence par vanter les mérites de l'accord de libre-échange (dont la culture a pourtant été exclue); puis il cite comme exemple du dynamisme de la poésie québécoise... Yann Martel! Consternation dans la salle.

Tout le monde sait — mais le fonctionnaire canadien l'ignore de toute évidence — que M. Yann Martel a en effet du génie mais écrit ses livres en anglais! Son ambition d'atteindre les plus gros chiffres de ventes en écrivant d'abord en anglais est certainement légitime. Mais cela en fait-il l'honorable représentant de la poésie québécoise et de la littérature francophone?

Souhaitons que le nouvel ambassadeur canadien nommé récemment à Mexico sache convaincre ses collaborateurs de mieux préparer leur participation aux événements culturels si nombreux au Mexique. Et surtout lorsqu'il s'agit, pour un anglophone ne maîtrisant pas parfaitement le français, de représenter la littérature québécoise. Cela dit, Yann Martel sera sans doute heureux de pouvoir ainsi ajouter une corde à son arc!

Quelle place pour la culture québécoise à l'étranger?

Quant à la ministre Christine Saint-Pierre, il va sans dire que sa visite à Mexico, qui précède le deuxième Forum universel des cultures à Monterrey, tombe à point nommé pour réfléchir sur l'avenir de la culture québécoise, non seulement en Amérique latine mais aussi à l'étranger.

Les *Latinos del Norte* (les Latins du Nord), comme a lancé un jour l'essayiste Laszlo Moussong en interviewant le poète Gaston Miron, ont pour l'instant

quelques pentes à remonter pour retrouver leur suprématie comme représentants de la culture francophone au Canada. Il sera intéressant de voir si le nouvel ambassadeur du Canada au Mexique, M. Guillermo Rishchynski, qui quitte ainsi le Brésil, adoptera la politique d'ouverture souhaitée par les nombreux artistes québécois qui lorgnent vers les 110 millions de Mexicains, ou la politique autoritaire d'un Stanley Gouch qui avait fait annuler une rencontre prévue entre un premier ministre du Québec et le président du Mexique.

Est-il dans la politique du premier ministre du Québec et de sa ministre de la Culture, Christine Saint-Pierre, de s'incliner humblement devant un Canada qui avait pourtant fini par reconnaître au Québec une certaine légitimité (pour ne pas parler de suprématie) en matière de francophonie *norte-sur*?

Pour l'instant, plusieurs Mexicains concernés par les échanges culturels, et devenus familiers de la culture québécoise, s'étonnent et même s'inquiètent un peu. Cela s'ajoute au fait qu'à la DGQ, la culture a été confiée à un Français (marié à une fonctionnaire de l'ambassade du Canada), et la coopération universitaire à une Française, mariée, cette fois, à un Mexicain. Tout le monde peut donc dormir sur ses deux oreilles: pas de querelles de tapis rouge en vue!

On peut toutefois espérer que la présence massive d'artistes, et même d'universitaires québécois, au Forum universel des cultures de Monterrey redonnera l'image du Québec sur la scène mexicaine. Cette coûteuse manifestation, qui durera trois mois, dans la capitale financière du Mexique (Monterrey, à 200 km de la frontière américaine) a fait une large place à des troupes du Québec comme le Cirque Eloize ou à l'Université de Sherbrooke, une ville-frontière comme Monterrey, pré-occupée comme elle d'immigration et d'identité.

Le premier forum du genre organisé à Barcelone, en Espagne, il y a quatre ans, a été un échec. Mais les autorités du Nuevo Leon — Etat dont Monterrey est la capitale — espèrent néanmoins faire de l'événement un succès jusqu'au 20 novembre, en tablant d'abord sur le fait que les centaines de spectacles et de concerts prévus sont gratuits. C'est à suivre.

Manifeste lu dans le cadre du 13^e Festival international de la littérature

Résister ou disparaître

JOSÉ ACQUELIN
PAUL CHAMBERLAND
JOËL POURBAIX

Poètes

MICHEL DEPATIE
Artiste visuel

Nous savons aujourd'hui que des forces de destruction nous menacent tous et, avec nous, la Terre des vivants. Ces forces sont démesurées mais c'est nous, les humains, qui sommes responsables de leur déchaînement. L'avidité, la violence et l'ignorance, volontaire ou non, sont à la source du mal.

Comme des millions de femmes, d'hommes et d'enfants de par le monde, nous refusons de nous laisser piéger dans la peur, le déni ou le cynisme. Nous répugnons à faire du néant notre pain quotidien. Chacun a reçu cette

Terre en héritage et en partage le séjour, pour le meilleur ou pour le pire, avec tous les autres. Nous refusons d'être complices de l'horreur des temps présents. Nous sommes décidés à résister à tout ce qui vise à nous intimider, à nous mutiler, à nous anéantir.

Mais où trouver la force pour résister à l'obscurité des pouvoirs qui ont rendu orphelins tant de cœurs humains? Est-ce demander l'impossible? A cela nous répondons que nous avons fait le pari de donner toutes ses chances à cet impossible, afin de dégager l'avenir d'une Terre renouvelée en ses vivants et réconciliée en ses peuples.

Si le mal est en nous, le remède à la dévastation et au désespoir ne se retrouve qu'en nous. Accepter sa

propre faiblesse ouvre la voie à une ferme aspiration à l'intégrité de la vie et toute sa puissance de guérison.

Nous sommes décidés à résister à tout ce qui vise à nous intimider, à nous mutiler, à nous anéantir

reconnaissance de notre commune détresse originelle. C'est en consentant

sans réserve et avec humilité à l'aveu de notre propre fragilité que nous nous ouvrons à la vie, aux autres et à l'infini qui respire en chacun.

Un seul mot de moi à toi, de toi à moi, et l'univers reviendra battre dans nos veines. Nous n'aspérons pas à plus grand poème que l'œuvre de guérison et d'invention d'un séjour terrestre enfin accordé à la dignité et à la beauté intrinsèque de chacun. Voilà pourquoi nous sommes engagés à pratiquer ce précepte: tu n'humilies personne. Tu parviendras ainsi au bout de ton chemin. Fais acte de tendresse gratuite: va au-devant de ce que tu n'as jamais pensé être, abandonne-toi à tout ce que tu vois ne pas être toi. Ne cache pas le soleil au soleil. Ta seule dette est envers la lumière, qui n'a jamais attendu de toi que de faire un avec elle. Tu es la mémoire de l'avenir si tu n'opposes pas ton présent à l'avenir de la mémoire.

QUESTION D'IMAGES

Une belle tête de vainqueur



Jean-Jacques Stréliski

C'était lundi dernier, il y a tout juste une semaine. Thomas Mulcair a triomphé.

Dans la chic brasserie de la rue Bernard où nous sommes rassemblés pour regarder la soirée des élections, mes amis d'Outremont et moi sommes partagés. Les uns jubilent, se flattent, se congratulent; d'autres affichent des mines blafardes, quelque peu atterrées, qui en disent long sur leur niveau de déception et de questionnement.

Vous l'aurez compris, comme beaucoup d'Outremontais, je compte forcément des amis libéraux, nombre de bloquistes et un ou deux conservateurs. C'est statistiquement normal. Mais, à dire vrai, je ne me connaissais aucun ami se réclamant du Nouveau Parti démocratique (NPD). Et soudain, en une seule soirée, comme par enchantement, voilà qu'il en surgit une bonne douzaine. C'est curieux. Comme je tiens à garder mes amis, je me garde bien de réagir. Je m'emploie plutôt à essayer de comprendre. Alors, j'observe et j'écoute. Outremont vient de passer du rouge au orange. Pour le daltonien que je suis, la chose est un peu ridicule, mais c'est comme ça!

Mulcair a gagné, mais je n'ai entendu ce soir-là que le nom de Stéphane Dion. Mulcair a gagné, mais il n'a été question que du dernier congrès à la chefferie libérale. Mulcair a gagné, mais personne n'a parlé de l'Afghanistan. Mulcair a gagné, mais personne n'a jamais prononcé le mot NPD et encore moins le nom de Jack Layton. Ah oui! Je me souviens, quelqu'un a dit: environnement et Kyoto... Et puis après, la soirée s'est éteinte dans un brouhaha général après les discours du gagnant que personne n'a écouté.

Je suis sorti de la brasserie quelque peu perplexe. Comme cela m'arrive fréquemment, je ne m'en suis par formalisé à outrance, certain que mes chroniqueurs favoris me donneraient le lendemain, dans leurs journaux respectifs, des explications en profondeur sur la chose étrange qui venait d'arriver...

Sur le chemin du retour, je réfléchis, je prends mon temps, je lambine même. Outremont dans la nuit encore douce de cette fin d'été étale avec élégance et un soupçon d'impudeur ses intérieurs éclairés et bourgeois. Dans mon coin, le prix des appartements et des maisons se situe entre 300 000 \$ et 4 millions \$. La majorité de ces demeures cossues sont libres de leur hypothèque. Je commence à sourire. Je découvre avec stupéfaction ma nouvelle ville «néo-démocratique». Je me prends à penser qu'ironiquement, le premier et seul député NPD du Québec à Ottawa est vachement fûté.

Mesdames et Messieurs, je croyais que la chose était exclusivement réservée à la France. Mais non, c'est bien réel, il y a désormais une gauche caviar au Québec, et bien évidemment, c'est à Outremont! Je ris tellement que j'évite de justesse un lampadaire au coin de Bloomfield et Lajoie. Soudain, et en très grand, le visage de Thomas Mulcair s'étale sous mes yeux. Mulcair est radieux sur sa photo, il est beau, bien propre, il pose avec Layton. Ils ont l'air de deux larrons en foire fêtant, avant l'heure, leur victoire annoncée. Pour un peu, j'aurais envie de les rejoindre pour prendre un dernier verre.

Malgré un fond de couleur *cheap*, c'est de loin la meilleure affiche de la campagne. Je prends encore une minute pour la regarder. Elle est franchement sympathique. Je l'aime bien Thomas Mulcair. En fait, je l'estime. Comme beaucoup, je le connais grâce à son passé libéral et ses prises de position sur l'environnement. En particulier, il a fait preuve de courage lorsqu'il a démissionné du gouvernement Charest en exprimant ses divergences de vues sur l'avenir du Mont-Orford. On n'est pas habitué à voir un politicien joindre le geste à la parole. Et ce jour-là, M. Mulcair avait engrangé de gros points pour augmenter sa cote d'amour auprès des Québécois. Il vient de les utiliser.

Sur mon chemin, de poteau en poteau, se succèdent les autres affichettes des malheureux défaits. Comme pendues à autant de potences exhibant leurs cadavres, elles prennent à mes yeux l'allure de ces billets de loterie perdants, un lendemain de tirage. Sur celle du Bloc, Gilles Duceppe pose, inquiet, avec Jean-Paul Gilson, son candidat psy lacanien. Ce dernier semble lui dire: «Je t'attends pour ta prochaine séance, tu vas en avoir besoin.» Jocelyn Coulon, regard vif à travers des lunettes d'intello, arbore un sourire mi-figue mi-raison, on dirait qu'il pense: «Heureusement qu'en plus, IL n'était pas sur la photo.» Quant à Gilles Duguay, un peu bêta, il semble avoir bien hâte qu'on décroche son affiche.

On m'appelle fréquemment avant des élections pour me faire commenter les affiches électorales, je constate aujourd'hui qu'elles parlent encore davantage une fois les élections passées — et, croyez-moi, c'est beaucoup plus amusant! Voilà peut-être un conseil à donner à ceux qui les conçoivent et les réalisent. Pensez à ce que les gens vont dire le lendemain des élections. Donc, prenez votre candidat sous son jour le plus sympathique, faites-en un objet publicitaire à part entière. Recréez avec lui une scène qui n'existera plus jamais. Usez, abusez de la retouche et donnez-lui, selon l'expression consacrée, une belle tête de vainqueur.

Jean-Jacques Stréliski est spécialiste en stratégie d'images



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communisme), Laurence Clavel (pupitre), Philippe Péliveau (pupitre), Louise-Madeleine Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (cartooniste), Diane Picourt (responsable des pages thématiques), Martin Duchesne, Michèle Malenfant et Christine Dumais (correction), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographie); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillegon (reporter), Paul Cauchon (midias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Dominique Remy (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Étienne Plamondon-Émond (communisme à la rédaction), La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Olivier Spéciale (Québec), Monique Bhérier (Ottawa). **LA PUBLICITÉ** Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chrétien, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaf, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). **LA PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion). **L'ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

